

Le 4 juin 2006

Québec solidaire,
Entre antinéo-libéralisme et social-libéralisme



Lors de son Conseil national des 26-29 mai, la résolution de la direction de Québec solidaire (QS) concernant les priorités de travail dans la prochaine période a été renversée. Par un vote très serré, le CN a exigé que les priorités soient non uniquement les prochaines élections mais aussi l'implication dans les luttes sociales. L'électorisme de la direction a donc été battu en brèche... pour l'instant.

On se souvient en effet que l'ancienne direction de l'UFP n'appliquait tout simplement pas les résolutions de son CN qui ne faisaient pas son affaire comme par exemple l'organisation d'une campagne sur la nécessité d'une grève générale public-privé, la construction de comités syndical/populaire et international et même la publication des procès-verbaux de l'exécutif sur l'intranet.

La complaisance des monopoles médiatiques qui n'ont pas rapporté cette décision cruciale, pas plus d'ailleurs que le compte-rendu publié par la revue web « Presse-toi à gauche », en dit long sur leur connivence avec la direction de QS. Cet oubli apparent est d'autant plus troublant qu'une autre proposition cruciale de la direction concernant la construction d'une plate-forme de 25 points pour les 1000 premiers jours d'un gouvernement de QS, malgré la formulation confuse de l'alternative proposée, a failli aussi être renversée.

Plusieurs avaient en effet compris que cette proposition des mille jours déconnectait la plate-forme des luttes sociales, en plus d'imposer un cadre temporel purement institutionnel, et ainsi rendait difficile toute proposition concrète antinéo-libérale en dehors d'un emballage radical électoraliste. Ajoutons que cette proposition malheureusement adoptée est porteuse de faux débats du genre « est-ce faisable en 1000 jours ? ». Pour combler la mesure, la proposition de l'exécutif relègue la participation officielle des instances de base en fin de course au profit d'une comité politique nommé mur à mur par l'exécutif, ce que le CN n'a pu qu'entériner. Pourtant le congrès de fondation avait refusé de suivre l'exécutif qui voulait s'approprier le comité politique et l'avait plutôt fait directement relevé du Conseil national.

L'exécutif national n'attend pas d'ailleurs la fin du processus sur la plate-forme pour imposer des pans essentiels de cette plate-forme lesquels vont bien au-delà de prises de position conjoncturelles comme l'appui aux luttes contre la privatisation partielle du

Parc du Mont Orford et l'opposition aux ports méthaniers. Remarquablement, aucun des quatre jours de délibérations soit du congrès de fondation soit du dernier CN ne fut consacré à des prises de décision programmatiques. On ose espérer que les élaborations sur la politique extérieure, la politique de santé et la politique énergétique ont au moins été discutées à fond par l'exécutif national. Mais comme les procès-verbaux de l'exécutif ne sont pas disponibles aux membres, on n'en sait rien. Quant à pouvoir donner son opinion individuel ou collectif ou à travers une tribune libre internet ou intranet, comme c'était possible à l'UFP ou à Option citoyenne, cette avenue est aussi fermée.

Une politique énergétique sans rupture avec le néolibéralisme et l'impérialisme

À la veille du CN, la direction de QS a fait publier dans Le Devoir les grandes orientations de sa politique énergétique que, bien sûr, le CN n'a jamais eu l'occasion de discuter. En résumé, « *[a]u lieu de la construction de méga-barrages comme le propose le gouvernement Charest, la porte-parole de QS Françoise David a plutôt suggéré dimanche une vaste programme d'efficacité énergétique, le développement systématique du transport en commun et le développement d'énergies nouvelles comme l'énergie éolienne solaire ou marémotrice.* » (Presse canadienne, 28 mai 2006)

Pourtant, une lecture attentive du texte du Devoir révèle les caractères capitaliste, néolibérale et impérialiste de cette politique :

« On nous fait miroiter les revenus tirés de l'exportation. Pourtant, rien dans cette stratégie ne démontre la rentabilité de nouveaux investissements massifs dans l'hydroélectricité pour des fins d'exportation. [...] Il serait donc plus avantageux de se donner un objectif national de réduction de 10 % de notre consommation actuelle d'électricité de façon à rendre disponible à l'exportation cette portion produite à faible coût. » (Le Devoir, 26 mai, page A7)

« Nous sommes de meilleurs capitalistes que vous, messieurs les Libéraux » semble dire la direction de QS ! En prime, la stratégie du tout à l'exportation, de facto principalement aux États-Unis, n'est nullement remise en cause. Certains écologistes diront qu'il est internationaliste d'aider les ÉU à coup d'énergie propre. Au contraire, la guerre du pétrole, dite anti-terroriste, s'enlisant en Iraq et en Afghanistan, les ÉU doivent se construire des marges de manœuvre pour s'en sortir. En catastrophe, ils annoncent une politique de l'éthanol qu'imité le Canada, véritable fuite en avant énergivore et polluante (Le Devoir, « L'éthanol, plus mythique que miraculeux », 3 juin 2006, page A1). Ils pressent un Canada plus que consentant d'accélérer l'exploitation des sables bitumineux de l'Alberta ce qui lui rend tout à fait impossible l'atteinte des objectifs de Kyoto.

Last but not least, les ÉU pressent le Québec aussi plus que consentant de lui exporter son énergie électrique se fichant pas mal de sa provenance. Tant mieux, se diront-ils, si le Québec devient plus efficient en énergie car il pourra en exporter davantage ! Vaudrait peut-être mieux s'inspirer de SPQ-libre, la gauche du PQ !

« On devrait s'attendre à une négociation visant à échanger de faibles tarifs contre des emplois de deuxième et de troisième transformations d'industries énergivores. Le SPQ Libre a par ailleurs proposé de développer un transport en commun électrifié dans les villes et entre les villes du Québec. » (Aut'Journal, juin 2006, page 15)

Comblant la mesure, la direction de QS ne ferme pas la porte au développement privé de l'énergie éolienne en autant qu'il est encadré par le secteur public :

« Par exemple, la production éolienne [...] nécessite une planification judicieuse (peut-être un Éole-Québec?) et la mobilisation la plus large possible de l'ensemble des secteurs de notre société. [...] On assiste plutôt à une improvisation intégrale dans l'implantation d'une industrie privée de l'éolienne sur de grands pans du territoire québécois. »

On ne peut ici invoquer l'oubli car la gauche nationaliste et le mouvement syndical revendiquent très explicitement le développement uniquement public de la filière éolienne. « Céder la filière éolienne au privé est un choix idéologique » de titrer l'Aut'Journal (juin 2006) organe officieux de SPQ-libre. « Nationalisons les éoliennes, Restons maître chez nous » de clamer la publicité de la FTQ :

« Le contrôle public permet d'éviter le développement anarchique ou incohérent de la filière éolienne. Une ligne de décision unique, incluant la production d'électricité hydraulique, nucléaire [sic], thermique [re-sic], solaire et éolienne, nous assure que ces ressources sont utilisées à leur plein potentiel au profit de toutes les Québécoises et de tous les Québécois, que ce soit par les tarifs parmi les plus bas en Amérique du Nord, ou les redevances versées au gouvernement du Québec qui aident à financer nos programmes sociaux. »

<http://www.ftq.qc.ca/modules/nouvelles/nouvelle.php?id=1564&langue=fr>

Cette ouverture à la privatisation néolibérale, à l'impérialisme et au capitalisme est une constante des politiques imposées par la direction de QS à sa base. Elle avait appuyé la manifestation du 18 mars contre la guerre et l'occupation mais non sa revendication principale vis-à-vis le gouvernement canadien réclamant le retrait des troupes canadiennes de l'Afghanistan (Le Devoir, 18 mars 2006, page B5). Elle recommandait plutôt une présence armée de « reconstruction » de type « maintien de la paix » à la ONU. De même elle gardait le silence à propos de l'accueil des déserteurs étasuniens. Même « Presse-toi à gauche » s'était senti obligé de faire une critique musclée (Pierre Mouterde, 20 mars 2006) face à une telle hypocrisie.

La direction de QS oppose à la privatisation des cliniques spécialisées de santé des « cliniques spécialisées sans but lucratif, préférablement publiques », porte ouverte aux piètres conditions de travail de type économie sociale sinon à la privatisation larvée (<http://www.quebecsolidaire.net/actualite/communiqués/commission-affaires-sociales>). Il faudrait au moins spécifier que ces cliniques devraient être syndiquées et offrir les mêmes salaires et conditions de travail que le secteur public ou mieux, qu'elle ne devraient entraîner aucune distribution inéquitable des soins entre quartiers et régions. Dans son mémoire, la direction de QS propose d'engouffrer en pure perte les nouveaux impôts de la réforme fiscale proposée, d'ailleurs jamais chiffrée, pour « ... la création d'un pôle public d'achat de médicaments et de production pharmaceutique » au lieu de

proposer la nationalisation de ce secteur en tout ou en partie payée par un impôt rétroactif sur leurs sur-profits à la manière de la nationalisation des mines de cuivre chiliennes par le gouvernement Allende.

Il ne faut pas se surprendre de cette dérive de la direction de QS quand on se rappelle que c'était les quatre porte-parole de l'UFP et d'Option citoyenne qui avaient été à l'initiative du dit « manifeste des solidaires », un projet de capitalisme à visage humain dont la revendication principale est :

« Soutenir les entreprises qui répondent à des critères d'utilité sociale et d'intérêt général, des entreprises qui ont une conscience écologiste et sociale, désireuses de développer des emplois durables... »

PQ ou pas PQ, *that is the question*

Pour ce qui est d'une possibilité d'alliance électorale avec le PQ, la direction de QS tire dans toutes les directions. Elle est habitée par un impératif incontournable : « *M. Khadir, Mme David et d'autres personnes estiment que QS pourrait emporter trois ou quatre circonscriptions aux prochaines élections générales* » (Le Devoir, 29 mai 2006) et même de « *remporter des élections partielles et un jour générales, "dans deux élections", dicit Mme David.* » (Le Devoir, 27 mai 2006) On ne peut que le souhaiter. Cependant, pour y arriver faudra-t-il faire alliance avec le PQ, ou les Verts qui, rappelons-le, n'ont rien d'un parti de gauche ? « *Amir Khadir a expliqué par ailleurs que des alliances électorales stratégiques, même avec le Parti québécois, ne sont pas d'office écartées.* » (PC, 27 mai 2006) « *[M]ais [QS] compte bien présenter des candidats dans chacune des 125 circonscriptions québécoises.* » (Radio-Canada, 27 mai 2006)

On comprend que le comité sur la stratégie électorale attendra le résultat des deux prochaines partielles en espérant qu'un bon résultat pour QS et un mauvais pour le PQ incitera celui-ci à ouvrir la porte à QS afin de lui laisser, par exemple, deux comtés garantis. En retour, il faudra bien libérer des comtés à risque pour le PQ. Certes, chacun restera nominalement maître de son programme social et tous seront souverainistes. Personne n'osera dire que dans ce front souverainiste, s'il prend le pouvoir car son but serait de renverser les Libéraux dès les prochaines élections, ce sera le PQ qui mènera la barque. Quant aux élus de QS, ils devront bien donner un appui critique au PQ, même si le PQ n'a pas besoin de leurs votes, pour simplement pouvoir obtenir de nouveau un désistement péquiste aux prochaines élections. C'est là la loi historique des dits « fronts populaires ». L'électoralisme et rupture avec le néolibéralisme sont incompatibles.

Le dernier CN a montré au grand jour la contradiction entre base et sommet. Il ne faut pas s'en surprendre car QS est le résultat contradictoire du vent antinéo-libéral mondial qui est arrivé au Québec avec la Marche des femmes et la mobilisation anti-ZLÉA de 2001 et des défaites profondes et stratégiques du mouvement national, avec la loi pour la clarté, et du mouvement syndical avec la défaite sans combat des secteurs public et

para-public en décembre 2005. La base hume encore ce vent d'espoir mais le sommet du parti a la tête dans les nuages noirs de la défaite qui pleuvent le réalisme de la compromission.

Pour consolider sa résistance à la direction sociale-libérale, la base sera-t-elle en mesure de prendre l'initiative ? Pour cela, il faut l'enzyme des anticapitalistes. Pour être ce ferment dans la pâte, il leur faut cependant pleinement accepter la lutte interne à visage découvert, ce qui ne peut que mener à un travail unitaire, au lieu de d'être une loyale opposition déguisée ou se réfugier dans la confortable propagande. En attendant, il sera facile pour la direction, qui sent la soupe chaude, d'éliminer les dissidents isolés à coups de suspension sur la base de cabales, de chantage et de silence complice.

Marc Bonhomme, 4 juin 2006